



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SUEZ IDF



Lundi 25 mars 2024

Pour un monde sans patrons ni frontières, urgence révolution !

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sera présent aux élections européennes de juin prochain, avec une liste conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, syndicaliste à La Poste. Nous présentons une liste de travailleuses et de travailleurs, du public et du privé et de jeunes, étudiants ou salariés, pour mettre en avant les priorités de celles et ceux qui font tourner la société.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons

Nous avons besoin de salaires décents pour vivre et pas seulement survivre : 400 euros de plus pour toutes et tous et pas de salaires, de pensions, de revenus sociaux inférieurs à 2 000 euros net ! Pas question de subir l'austérité alors que les profits des capitalistes sont au plus haut. Pour les seules entreprises du CAC 40, les bénéfices s'élèvent à 153 milliards d'euros en 2023, soit 12 milliards de plus que le précédent record de 2022. Pendant ce temps, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, annonce qu'il va falloir économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... Milliards qu'il entend bien prendre dans nos poches et par des coupes budgétaires dans les services publics. Alors que la situation continue à se dégrader dans les hôpitaux, que profs et parents de Seine-Saint-Denis et d'autres quartiers populaires dénoncent une Éducation nationale en ruine et les projets d'école du tri social que le gouvernement veut mettre en place avec des groupes de niveau dès le collège, nous devons affirmer : nos vies valent plus que leurs profits !

Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage

Car ce ne sont pas les patrons qui vont se serrer la ceinture, ni l'armée. Quand il s'agit d'abreuver d'argent les industries de l'armement, le gouvernement est très dépensier. Alors que les ventes d'armes augmentent partout dans le monde, les marchands d'armes français se sont hissés sur la deuxième marche de ce sanglant podium, juste derrière les États-Unis. Les grands groupes capitalistes savent transformer le sang des peuples en milliards de profits.

Les discours guerriers de Macron n'ont pas pour but d'aider le peuple ukrainien, mais de vendre

toujours plus d'armes aux dirigeants ukrainiens comme il en vend à bien d'autres pays, tels que l'Égypte pour réprimer sa propre population, ou à l'État d'Israël pour massacrer les civils de Gaza... Sa posture de chef de guerre vise aussi à tenter de nous souder derrière lui dans un réflexe d'union nationale en entretenant un climat de peur et de division entre les peuples.

Pour un monde sans patries, ni patrons ni frontières

Mais nous ne sommes ni de la chair à patron, ni de la chair à canon ! Ce n'est pas à cause d'autres peuples que notre vie quotidienne devient de plus en plus difficile, mais bien à cause de notre propre gouvernement et des capitalistes qui attaquent sans relâche nos salaires, nos retraites et nos quelques droits sociaux. Courant derrière l'extrême droite, Macron reprend une grande partie de son programme et désigne des travailleuses et travailleurs, qui n'auraient pas la « bonne » couleur de peau ou les « bons » papiers comme responsables de tous les maux. Nous n'avons rien à gagner dans le duel annoncé entre les listes de Macron et celle de Bardella-Le Pen. Nous avons en revanche tout à gagner dans des luttes collectives qui se donnent les moyens de renverser l'ordre établi, de contester le pouvoir des riches et des patrons. Il n'y aura pas de « sauveur suprême », pas de « jours heureux » sous le capitalisme.

Le programme que nous défendons est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et même du monde. Ils ont les milliards, nous sommes des millions : urgence, révolution !

Des salaires pas très performants

Nous allons recevoir la paye du mois de mars, sur laquelle nous toucherons la prime de « Performance ». Cette prime est différente pour tous et toutes, en fonction des objectifs qui nous sont fixés, de notre temps de présence et de l'évaluation de notre manager. Tout est fait pour tenter de nous mettre en concurrence les uns les autres, entretenir l'opacité et l'individualisme.

Cette prime est de toute façon insuffisante pour compenser nos bas salaires. Les NAO n'ont pas abouti en raison de l'insuffisance des propositions de la direction : 60 euros bruts pour les plus bas salaires. Ce qu'il nous faut c'est 400 euros de plus par mois pour toutes et tous !

Soigner les riches, c'est sa vocation

Avant d'être ministre de la Santé, Olivier Véran était neurologue. Et après ? Pas question de retourner à l'hôpital public : environnement vétuste, sous-effectif chronique et collègues de boulot qui vous regardent de travers vu tout ce que vous avez fait pour elles et eux. Il va émarger à la très huppée clinique des Champs-Élysées à Paris, spécialisée dans la chirurgie esthétique. Véran y fera ce qu'il a toujours fait le mieux : soigner les riches.

Hôpitaux : prime à la casse

Le gouvernement vient de décider 600 millions d'euros d'économies dans la santé en 2024. Mais le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guérini, tient néanmoins à augmenter significativement le salaire d'une catégorie de personnel : les directeurs d'hôpitaux. Des chèques avec beaucoup de zéros, ça motive à bousiller ce qu'on est censé faire fonctionner...

Mort de Frédéric Mitterrand : au-delà des hommages, la réalité

Alors que les milieux politiques, dont Macron lui-même, artistiques et journalistiques ont loué la mémoire de l'ancien ministre de la Culture, d'autres ne cachent pas leur malaise. C'est notamment le cas de Laurent Boyet, président de l'association d'aide à l'enfance Les Papillons et ancien membre de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise). Il juge sévèrement ces hommages et rappelle les dérives de Frédéric Mitterrand, son penchant pour les petits garçons, sa défense du tourisme sexuel dans les pays pauvres et son soutien à l'écrivain pédophile Gabriel Matzneff. Bref, derrière « l'homme de culture » disparu, un personnage plus que douteux.

Le RN plus que jamais dans le système

On le savait depuis longtemps mais le parti d'extrême droite n'est pas la voix « anti-système » qu'il prétend être. En troisième position sur sa liste pour les élections européennes, on retrouve l'ancien directeur de l'Agence européenne des garde-frontières (Frontex), Fabrice Leggeri.

Ce haut fonctionnaire, normalien et énarque, est passé par le ministère de l'Intérieur, puis Frontex de 2015 à 2022. Il a le profil de l'agent parfait du système impérialiste, naviguant des institutions au monde politique. D'habitude, le FN, maintenant Rassemblement national, dénonçait ces élites déconnectées des classes populaires.

Mais ce Leggeri a été accusé d'avoir, pendant sept ans, fait du zèle pour refouler les migrants qui rejoignaient l'Europe. De combien de vies brisées, de morts est-il indirectement responsable, couvrant notamment les refoulements illégaux des garde-cotes grecs ? Il estime avoir bien fait son travail de « protection des frontières ».

Aucun doute, ce personnage a toute sa place sur la liste RN.

Il nous bassine avec ses mensonges

Le collectif « Bassines, non merci ! », opposé aux retenues d'eau artificielles en faveur des gros agriculteurs, a annoncé déposer plainte contre le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, qu'il accuse d'avoir « menti sous serment » devant une commission d'enquête parlementaire à propos de violents affrontements avec la police lors d'une manifestation organisée il y a tout juste un an à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres. Que Darmanin ait menti, c'est plus que probable, couvrir les violences policières étant une habitude.

Cessez-le-feu à Gaza : une résolution bien tardive et sans effet

Après cinq mois de conflit et plus de 32 000 morts, en majorité des civils, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza. La résolution a été votée par 14 voix pour et une abstention, celle des États-Unis. Israël a aussitôt fait savoir qu'il n'en tiendrait pas compte. L'abstention des États-Unis ne constitue qu'une « pression » bien modeste, car les spécialistes estiment que si les États-Unis arrêtaient du jour au lendemain leurs livraisons d'armes quasi-quotidiennes à l'État sioniste, ce dernier ne pourrait pas poursuivre son action militaire contre les Gazaouis pendant plus de deux semaines. Et cela serait infiniment plus efficace pour mettre fin aux combats que toutes les résolutions de l'ONU.